

les chaises vides



Bulletin intérieur du Collectif de défense des sans-papiers 02 — N°18 — 5 fév. 2007

LIBÉREZ EDMOND

La préfecture de l'Aisne veut séparer un père centrafricain de ses enfants scolarisés à Château-Thierry !

Edmond D., 40 ans, s'est évadé en 1999 d'une prison centrafricaine où il était détenu, soupçonné d'appartenir à un parti d'opposition. Il vit (et travaille) en France depuis 1999. Il a fait de multiples demandes de régularisation. Un mariage était prévu très prochainement avec sa compagne **Prudence**, qui elle est en situation régulière. Ils ont ensemble **trois fils**, Jason (9 ans), Damio (7 ans) et Yehlbo (3 ans), tous trois scolarisés dans le Sud de l'Aisne.

En novembre dernier, une nouvelle demande de régularisation est refusée par la préfecture de Seine-et-Marne, au motif que **les preuves de vie commune de Prudence et Edmond sont insuffisantes**, et Edmond reçoit une obligation de quitter le territoire français.

Laissez Prudence et Edmond vivre en paix avec leurs enfants !

Tôt ce matin, les gendarmes ont effectué, suite à une dénonciation, une perquisition au domicile d'Edmond (perquisition qui les a laissés bredouilles), ont arrêté celui-ci (ainsi que ses enfants avec qui il était seul) et l'ont amené en début d'après-midi au local de rétention du commissariat de Soissons.

NOUS EXIGEONS :

- la libération immédiate d'Edmond qui, s'il était expulsé, serait séparé de sa compagne et de ses enfants et mis en danger dans son pays d'origine ;
- d'avoir la possibilité de visiter ce local de rétention dont tout le monde ou presque ignore l'existence.

Pour ce faire, **RASSEMBLEMENT, Mercredi 6 Février**, à partir de 13H30 DEVANT LE COMMISSARIAT DE SOISSONS.

Quelle est la situation des Droits de l'Homme en République centrafricaine ?

Des bandits armés sèment la terreur en République centrafricaine

Djibrilla Adamou, 22 ans, attaqué par des membres d'un groupe armé



19 septembre 2007

En République centrafricaine, des bandes de bandits armés terrorisent la population alors que la région est en proie à la violence et à de graves troubles.

Ces bandits, qui agissent masqués et qui sont connus sous le nom de zaraguinas (coupeurs de route), sont devenus plus puissants et mieux organisés que les forces gouvernementales. La population locale est ainsi de plus en plus exposée à de graves atteintes aux droits humains.

« Du fait de son inaction, le gouvernement manque à ses devoirs vis-à-vis des personnes dont il est légalement tenu d'assurer la protection, a souligné **Erwin van der Borgh**, directeur du programme Afrique d'Amnesty International. Il est grand temps que le gouvernement et la communauté internationale prennent des mesures énergiques et concertées. Si le statu quo est maintenu, cela risque d'avoir des conséquences catastrophiques pour l'ensemble de la région. »

selon Amnesty International

URGENCE Mobilisation!

Le CDSP 02 (Collectif de Défense des Sans Papiers de l'Aisne) appelons tous les militants associatifs, politiques, syndicaux, à se mobiliser dès mercredi 6 février, en se rassemblant à 13 h. 30 devant le Commissariat de police de Soissons.

**Rassemblement à Soissons
devant le commissariat de Soissons
face au Lycée Nerval**

MERCREDI 6 FÉVRIER

à partir de 13 h. 30

**Libération des sans
papiers emprison-
nés à Soissons !**

Un local de rétention à Soissons ?

Savez-vous qu'il existe un centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière en plein cœur de la ville de Soissons ?

Camps de regroupement, locaux de rétention, centres de rétention : différents noms ont été donnés à ces lieux où l'on enferme des gens qui n'ont commis aucun crime. Quel contrôle démocratique est exercé sur ce local de rétention, situé à l'intérieur même du commissariat de Soissons ?

En attendant la fermeture que nous réclamons, nous exigeons un **libre accès des organisations de défense des droits de l'Homme à ce local.**



Aux candidats aux Municipales

Dans cette période d'élections municipales, il est important que les différents candidats se positionnent : acceptez-vous que votre ville se transforme en lieu abject de détention des étrangers, un lieu de séparation et de désespoir ?

Est-ce l'image que vous avez de notre République et des Droits de l'Homme ? Prenez position publiquement !

Le CDSP 02

Collectif de défense des sans papiers de l'Aisne, membre de RESF

cdsp02@wanadoo.fr

<http://www.cdsp02.net/> et <http://www.educationsansfrontieres.org/resf02>

soutenu par : Ligue des Droits de l'Homme de Picardie, de Soissons, de Chauny-Tergnier, Fédération de parents d'élèves FCPE de l'Aisne, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI), SUD Education, FSU, Union Locale-CGT de Soissons, Union Locale-CGT de Château-Thierry, SDEN-CGT, SNES-FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, Comité de Lutte lycéen de Nerval, Sud Santé Sociaux, Syndicat National Unifié des Impôts, Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts - CGT, Confédération Syndicale des Familles (CSF), Parti Communiste Français (PCF), Mouvement de la Jeunesse Socialiste (MJS), Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Les Verts de l'Aisne, Alter Ekolo, Groupe Kropotkine de la Fédération Anarchiste, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre solidaire, Action Catholique Ouvrière, Madomé (Braine France-Mandiakuy Mali)